



SERVICES PUBLICS CFE-CGC
15-17 rue Beccaria – 75012 PARIS

☎ 01.44.70.65.90 e-mail :

fonctions.publiques@cfecgcfp.org

<http://cfecgcfp.org/>

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pourquoi la fédération des Services Publics CFE-CGC boycotte

les conseils supérieur et commun de la Fonction Publique des 5 et 6 mars 2019 ?

Le contexte actuel que connaît la Fonction Publique est préoccupant du fait de sa transformation profonde et historique envisagée par le gouvernement.

La fédération des Services Publics CFE-CGC dénonce cette réforme à marche forcée, imposée aux organisations syndicales, dans un calendrier très serré.

La fédération des Services Publics CFE-CGC considère que certaines mesures de ce projet de loi, remettraient en cause des principes fondamentaux et donneraient un coup de canif dans le statut général de la Fonction Publique.

La fédération des SP CFE-CGC dénonce les dispositions relatives à la réforme des instances de dialogue social, le recours aux contractuels sur des emplois de fonctionnaires, l'individualisation des rémunérations au mérite, les mécanismes pour des transitions professionnelles (pour exemple rupture conventionnelle alignée sur le code du travail) dans un contexte de restructurations de services ou d'évolutions importantes de missions et métiers et d'aide au départ vers le secteur privé. Ces mesures porteraient atteinte aux agents publics, aux syndicats qui les représentent et aux usagers que nous sommes tous ! Elles impacteraient à long terme toute la société et mettraient à mal le modèle social de notre pays.

La fédération des Services Publics CFE-CGC rappelle qu'elle n'est pas hostile à faire évoluer la Fonction Publique, à la condition d'un dialogue social digne de ce nom. Particulièrement attachée à un dialogue social respectueux, sincère et constructif, elle déplore depuis des mois une absence de dialogue social, les discussions se basant sur les seules propositions du gouvernement sans prendre en compte les propositions des organisations syndicales.

La fédération des SP CFE-CGC rappelle avoir demandé la suspension de ce projet de loi dans l'attente des conclusions du grand débat qui se déroule actuellement dans le pays.

Le Service Public, tel que le connaissent actuellement nos concitoyens s'en trouverait dégradé face à ces changements imposés !

PARIS, le 5 mars 2019

Contact presse : *Nathalie MAKARSKI Présidente 06.07.12.06.88*